

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;  
Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1er.** L'article 12bis, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement entre en vigueur le 1er septembre 1989, pour ce qui concerne les membres du personnel visés à l'article 2.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique :

1° aux membres du personnel appartenant au personnel directeur et-enseignant des établissements d'enseignement secondaire spécial organisés ou subventionnés par la Communauté flamande, qui organisent la forme d'enseignement 4, à l'exclusion des établissements d'enseignement secondaire spécial où est organisé, à partir du 1er septembre 1988, le type 5, par application de l'article 34 de l'arrêté royal n° 439 du 11 août 1986 portant rationalisation et programmation de l'enseignement spécial;

2° aux membres du personnel enseignant chargés d'une fonction de recrutement dans la forme d'enseignement 4 dans les établissements d'enseignement secondaire spécial :

a) qui organisent, outre la forme d'enseignement 4, une ou plusieurs autres formes d'enseignement;

b) où la forme d'enseignement 4 a été créée à partir du 1er septembre 1986, par application de l'article 34 de l'arrêté royal n° 439 du 11 août 1986 et où seul cette forme d'enseignement est maintenue.

**Art. 3.** Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 juin 1989 relatif aux titres, aux traitements, au régime de prestations et au statut pécuniaire dans l'enseignement secondaire s'appliquent aux membres du personnel visés à l'article 1er.

**Art. 4.** Pour l'enseignement des cours visés à l'article 2, § 1er, de l'arrêté du Gouvernement flamand déterminant les cours dans les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté flamande où est organisé la forme d'enseignement 4 de l'enseignement secondaire spécial, le Gouvernement flamand peut fixer les titres requis, les titres estimés suffisants ou les autres titres, ainsi que les échelles de traitement y attachées.

**Art. 5.** L'arrêté royal du 4 août 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans l'enseignement secondaire spécial, modifié par l'arrêté royal du 14 juin 1985 et par les arrêtés du Gouvernement flamand des 26 juin 1990 et 31 juillet 1990, est supprimé en ce qui concerne les membres du personnel visés à l'article 2.

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1989.

**Art. 7.** Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

## COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 95 — 574

[S-C — 29048]

#### 22 DECEMBRE 1994. — Décret modifiant le décret organique du 21 décembre 1992 créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** L'annexe I du décret organique du 21 décembre 1992 créant les fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des Dépenses de la Communauté française est modifiée et complétée par l'annexe I du présent décret.

Une annexe IV est créée : Crédits variables relatifs aux fonds du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation figurant dans le budget des dépenses de 1994 et liste des crédits variables succédant, en 1995, à chacun d'eux.

Les soldes au 1er janvier 1995 des fonds mentionnés sous les rubriques 4 et 5 de la partie « Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation » de l'annexe I du décret organique du 21 décembre 1992 précité, sont transférés sur les fonds correspondants comme indiqué à l'annexe IV du présent décret en fonction de la nature des projets qu'ils concernent.

**Art. 2.** Les soldes positifs, négatifs et en cours d'engagement existant au 31 décembre 1994 sur les fonds figurant dans la section particulière des tableaux 2 et 3 du budget des dépenses relatif à l'année budgétaire 1994, et qui ne sont plus mentionnés dans la section particulière du budget général des dépenses relatif à l'année 1995, sont, à l'intervention des fonds budgétaires correspondants, transférés sur les crédits variables, selon la table de concordance de l'annexe II.

Les soldes positifs, dont il peut être disposé dès le 1er janvier 1995, ne peuvent, chacun pour ce qui le concerne, être utilisés que pour l'ordonnement des dépenses engagées sur les fonds supprimés, antérieurement à cette date, à l'exception du solde reporté sur le crédit variable 01.01.53 de la division organique 40 qui peut prendre en charge les dépenses afférentes à l'année 1995.

(1) Session 1994-1995 :

Documents du Conseil. — Nos 191, n° 1 : projet de décret; n° 2 : rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion : séances des 13 et 14 décembre 1994. — Adoption : séance du 14 décembre 1994.

**Art. 3.** Les crédits variables 30.03.52, 30.04.52 et 30.05.52 de la division organique 40 (Annexe I, Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, nos 19, 20, 21) fonctionneront jusqu'à la mise en place de la cellule commune visée à l'article 11, 3<sup>o</sup> du décret II du 13 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

**Art. 4.** Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux Fonds budgétaires inscrits au tableau annexé au présent décret est indiqué à la suite de la dénomination de chacun de ces fonds.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Gouvernement sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

**Art. 5.** Les fonds mentionnés sous les rubriques 4 et 5 de la partie Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de l'annexe I du décret organique du 21 décembre 1992 sont supprimés.

**Art. 6.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1994.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse  
et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

[Mac - 29048]

Annexe I

Liste des fonds budgétaires au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
Ministère de la Culture et des Affaires sociales		
1. Fonds de remploi des indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt et du produit des prêts payants (A)	Indemnités pour dégâts occasionnés lors d'un prêt de matériel. Produit de la vente de matériel déclassé. Produit des prêts payants.	Frais de réparation du matériel prêté; achat de pièces détachées nécessaires à la réparation du matériel endommagé. Achat de matériel similaire à celui non restitué.
13. Fonds destiné à rémunérer les agents contractuels subventionnés attachés au ministère de la Culture et des Affaires sociales (A).	Contributions de l'Orbem et du Forem pour la rémunération des agents contractuels subventionnés attachés au ministère de la Culture et des Affaires sociales selon les conventions signées.	Rémunérations des agents contractuels subventionnés attachés au ministère de la Culture et des Affaires sociales.
14. Fonds destiné à subventionner des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse (A)	Récupération d'allocations familiales et recouvrement de parts contributives dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse	Subvention des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse.
15. Fonds destiné à l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur culture) (A).	Contributions de l'Orbem et du Forem perçues selon les conventions signées.	Contribution dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur culture).
16. Fonds destiné à l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur sport) (A).	Contributions de l'Orbem et du Forem perçues selon les conventions signées.	Contribution dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur sport).

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
17. Fonds des sports — activités — (C).	<p>Les donations et legs de toute nature dont l'affectation est faite au bénéfice de la promotion ou du développement des sports.</p> <p>Les dotations de la Loterie Nationale.</p> <p>Le produit des redevances sur les concours de paris et les pronostics sur les résultats d'épreuves sportives.</p> <p>Les paiements, droits d'inscription, prix d'abonnements et tous autres revenus résultant des actions développées par la Communauté française dans le domaine sportif.</p> <p>Le produit de tous impôts, taxes, redevances, etc. instaurés au profit du domaine sportif.</p> <p>Le produit d'opérations de parrainage commercial conclues à l'occasion d'actions spécifiques ou générales de promotion ou développement des sports.</p>	<p>Achat de biens et de services, subventions, honoraires, dépenses diverses concernant les programmes d'activités organisés pour la promotion ou le développement des sports</p> <p>Achat de biens et de services, subventions, honoraires, dépenses diverses en rapport avec le fonctionnement des centres sportifs de la Communauté française et des services dans le domaine sportif.</p> <p>Achat de biens et services, subventions, honoraires, dépenses diverses concernant la mise en place d'actions quelconques de promotion du sport et de l'image de l'ADEPS.</p> <p>Les frais de publication, d'édition, de conception, de production et de réalisation de tous documents, études, supports audiovisuels ou informatiques se rapportant aux sports.</p>
18. Fonds des sports — Rémunérations (A).	Quote-part en provenance des droits d'inscription dans les centres sportifs.	Rémunérations pour l'encadrement des activités sportives.
19. Fonds des actions culturelles (B).	<p>Vente de publications, de catalogues, de guides dans le domaine culturel.</p> <p>Droits d'inscription dans le domaine de la culture.</p> <p>Solde créditeur de l'actif de l'ASBL Centre d'animation permanente dissoute.</p> <p>Subsides culturels en provenance des Communautés européennes ou d'autres institutions internationales.</p>	Achat de biens et de services, subventions, honoraires, investissements, dépenses diverses relatives à des actions et interventions ponctuelles exceptionnelles dans le domaine culturel.
20. Fondations, donations, legs et prix (B)	Versement de rentes par des particuliers.	Achat de biens et de services, subventions, honoraires, investissements, dépenses diverses relatives à des actions dans le domaine culturel.
Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation		
10. Fonds destiné aux allocations d'études (loi du 19 juillet 1971 et décret coordonné le 7 novembre 1983) (B)	Recettes propres contentieuses.	Octroi d'allocations d'études.
11. Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
12. Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial (B).	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
13. Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
14. Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
15. Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
16. Rémunérations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communs (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
17. Fondations, donations, legs et prix (B)	Arrangements des prix et remboursement des placements venus à échéance.	Paiement des prix vers les écoles à gestion séparée, prise en charge des intérêts des produits financiers placés et des frais relatifs à la gestion desdits produits et au réinvestissement des placements venus à échéance.
18. Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Enseignement à horaire réduit (C).	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Enseignement à horaire réduit.	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles en faveur de l'Enseignement à horaire réduit par alimentation du crédit variable inscrit à la division organique de cet enseignement.
19. Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Enseignement de promotion sociale (C).	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Enseignement de promotion sociale.	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles en faveur de l'Enseignement de promotion sociale par alimentation du crédit variable inscrit à la division organique de cet enseignement.
20. Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Matières culturelles (C)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Matières culturelles.	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles dans le domaine des matières culturelles.
21. Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — COCOF (C)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — COCOF	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles en faveur de la COCOF
22. Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Région wallonne (C)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Région wallonne.	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles en faveur de la Région wallonne.
23. Fonds d'intervention du Fonds social européen (B).	Alimentation par le fonds repris sous la rubrique n° 17 relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Enseignement à horaire réduit.	Réalisation de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles dans l'Enseignement à horaire réduit.
24. Fonds d'intervention du Fonds social européen (B).	Alimentation par le fonds repris sous la rubrique n° 18 relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Enseignement de promotion sociale.	Réalisation de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles dans l'Enseignement de promotion sociale.
25. Remboursement des prêts d'études (C)	Remboursement des prêts octroyés.	Octroi de prêts d'études.

## Annexe II

## Table de concordance

Fonds du ministère de la Culture et des Affaires sociales inscrits à la section particulière en 1994 et liste des allocations de base ou crédits variables succédant, en 1995, à chacun deux

AB	1994	1995
66.25 A	Rémunérations des agents contractuels subventionnés, attachés au ministère de la Culture et des Affaires sociales	DO 31, PA 01, AB 11.06
60.03 A	Fonds destinés au paiement des subsides d'entretien, d'éducation et de traitement des mineurs d'âge autres que ceux confiés aux institutions publiques de protection de la jeunesse	DO 33, PA 14, AB 33.03, 33.04
66.10 A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans les secteur non-marchand	DO 61, PA 01, AB 11.05
66.14 A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans les secteur non-marchand	DO 71, PA 01, AB 11.08
66.51 C	Fonds des sports	DO 73, PA 01, AB 12.33
66.18 A	Fonds des sports — Rémunérations	DO 73, PA 01, AB 11.05
67.01 B	Fondations, donations, legs et prix	DO 61, PA 19, AB 01.02
67.02 B	Recettes diverses	DO 61, PA 19, AB 01.01

Fonds du ministère d l'Éducation, de la Recherche et de la Formation inscrits à la section particulière en 1994 et liste des allocations de base ou crédits variables succédant, en 1995, à chacun deux

AB	1994	1995
60.30 B	Fonds destiné aux allocations d'études (loi du 19 juillet 1971 et décret coordonné le 7 novembre 1983)	DO 97, PA 10, AB 33.01 en 33.02
66.38 B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental	DO 40, PA 90 AB 11.04
66.39 B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial	DO 40, PA 90 AB 11.05
66.40 B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale	DO 40, PA 90 AB 11.06
66.41 B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire	DO 40, PA 90 AB 11.07
66.42 B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire	DO 40, PA 90 AB 11.08
66.43 B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés du secrétariat général et des services communs	DO 40, PA 90 AB 11.09
67.02 B	Fondations, donations, legs et prix	DO 40, PA 53 AB 01.01

## Annexe III

Fonds figurant dans les sections particulières du budget des Dépenses de 1994 et qui ne sont plus mentionnés dans la section particulière du budget général des Dépenses 1995

## Ministère de la Culture et des Affaires sociales

- 60.03.A Fonds destinés au paiement des subsides d'entretien, d'éducation et de traitement de mineurs d'âge autres que ceux confiés aux institutions publiques de protection de la jeunesse (loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse).

- 66.25.A Rémunérations des agents contractuels subventionnés, attachés au ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- 66.10.A Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur culture et communication).
- 67.01.B Fondations, donations, legs et prix.
- 67.02.B Recettes diverses de la Communauté à répartir ultérieurement.
- 66.14.A Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur sport).
- 66.18.A Fonds des sports — rémunérations.
- 66.51.C Fonds des sports.

Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation

- 60.30.B Fonds destiné aux allocations d'études (loi du 19 juillet 1971 et décret coordonné le 7 novembre 1983).
- 66.38.B Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental.
- 66.39.B Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial.
- 66.40.B Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale.
- 66.41.B Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire.
- 66.42.B Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire.
- 66.43.B Rémunérations des agents contractuels subventionnés du secrétariat général et des services communs.
- 67.02.B Fondations, donations, legs et prix.

Annexe IV

Crédits variables relatifs aux fonds du ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation figurant dans le budget des dépenses de 1994 et liste des crédits variables succédant, en 1995, à chacun d'eux

CV	1994	1995
DO 40, PA 73, CV 01.05	Crédit variable destiné au financement de projets éducatifs en faveur des populations issues de l'immigration (Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration — C)	DO 40, PA 52, CV 01.02
DO 40, PA 73, CV 30.01	Crédit variable pour le financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles (Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — C)  (Le report du solde au 31 décembre 1994 se ventile sur les nouveaux crédits variables en fonction de la nature des projets qu'il concerne)	DO 40, PA 52, CV 30.01, 30.02, 30.03, 30.04, 30.05
DO 56, PA 51, CV 40.01	Crédit variable pour la réalisation de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit (Fonds d'intervention du Fonds social européen — B)	DO 56, PA 50, CV 30.01  DO 52, PA 90, CV 30.01
	(Le report du solde au 31 décembre 1994 se ventile sur les nouveaux crédits variables en fonction de la nature des projets qu'il concerne)	

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAP

N. 95 — 574

[C — 29048]

**22 DECEMBER 1994.** — Decreet tot wijziging van het organiek decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Bijlage I van het organiek decreet van 21 december 1992 houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd bij en aangevuld met de bijlage I van dit decreet.

Er wordt een bijlage IV opgericht : Veranderlijke kredieten voor de fondsen van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming in de uitgavenbegroting 1994 en lijst van de veranderlijke kredieten die ze in 1995 vervangen.

De saldi op 1 januari 1995 van de fondsen vermeld onder de rubrieken 4 en 5 van het deel « Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming » van bijlage I van het voormelde organiek decreet van 21 december 1992, worden overgedragen naar de overeenkomstige fondsen zoals vermeld in bijlage IV van dit decreet volgens de aard van de betrokken projecten.

**Art. 2.** De batige en nadelige saldi en het vastleggingsencours die op 31 december 1994 beschikbaar waren op de fondsen vermeld in de afzonderlijke sectie van de tabellen 2 en 3 van de uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1994 en die niet meer vermeld zijn in de afzonderlijke sectie van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1995, worden via de overeenkomstige begrotingsfondsen, naar de veranderlijke kredieten overgedragen, volgens de concordantietabel van bijlage II.

De batige saldi, waarover vanaf 1 januari 1995 kan worden beschikt, kunnen, elk afzonderlijk, alleen worden aangewend voor de ordonnancering van de uitgaven die, vóór die datum, op de afgeschafte fondsen vastgelegd waren, met uitzondering van het op het veranderlijk krediet 01.01.53 van de organisatie-afdeling 40 overgedragen saldo waarop de uitgaven met betrekking tot het jaar 1995 kunnen worden uitgetrokken.

**Art. 3.** De veranderlijke kredieten 30.03.52, 30.04.52 en 30.05.52 van de organisatie-afdeling 40 (bijlage I, Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, nrs. 19, 20, 21) zullen worden aangewend tot de installatie van de gemeenschappelijke cel bedoeld in artikel 11, 3<sup>o</sup> van het decreet II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 4.** De wijze van beschikking over het tegoed vermeld bij de begrotingsfondsen opgenomen in de bij dit decreet gevoegde tabel wordt aangegeven naast de benaming van elk van die fondsen.

De fondsen waarvan de uitgaven voor voorafgaand visum aan het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover door toedoen van de Regering wordt beschikt, worden door het teken B aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten geboekt hebben, worden door het teken C aangegeven.

**Art. 5.** De fondsen vermeld onder de rubrieken 4 en 5 van het deel « Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming » van bijlage I van het organiek decreet van 21 december 1992 worden afgeschaft.

**Art. 6.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1995.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
belast met de ambtenarenzaken, het kindervelzijn en de gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en van de Audiovisuele Sector,

Ph. MAHOUX

(1) *Zitting 1994-1995 :*

*Stukken van de Raad.* — Nrs. 191, nr. 1 : ontwerp van decreet; nr. 2 : verslag.

*Integrale verslagen.* — Bespreking : vergaderingen van 13 en 14 december 1994. — Aanneming : vergadering van 14 december 1994.

## Bijlage I

## Lijst van de begrotingsfondsen in de zin van artikel 45 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
<b>Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken</b>		
1. Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel en van de opbrengst van betaalleningen (A).	Vergoedingen voor schade aangericht bij de uitlening van materieel. Opbrengst van de verkoop van gedeclasseerd materieel. Opbrengst van betaalleningen.	Kosten voor herstelling van uitgeleend materieel : aankoop van onderdelen die noodzakelijk zijn voor de herstelling van het beschadigd materieel. Aankoop van materieel dat gelijksoortig is met het niet teruggegeven materieel.
13. Fonds bestemd voor de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld bij het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (A).	Bijdragen van de BGDA en de Forem voor de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld bij het ministerie van Cultuur en Sociale zaken volgens de ondertekende overeenkomsten.	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld bij het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken
14. Fonds bestemd voor de subsidiëring van acties en maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming (A).	Terugvordering van kinderbijslag en invordering van bijdragen op het gebied van hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.	Subsidiëring van de acties en maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.
15. Fonds bestemd voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector cultuur) (A).	Bijdragen van de BGDA en de Forem ontvangen volgens de ondertekende overeenkomsten.	Bijdrage in de bezoldigingen betaald in het kader van de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector cultuur).
16. Fonds bestemd voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector sport) (A).	Bijdragen van de BGDA en de Forem ontvangen volgens de ondertekende overeenkomsten.	Bijdrage in de bezoldigingen betaald in het kader van de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector sport).
17. Sportfondsen — Activiteiten — (C).	Allerlei giften en legaten die bestemd worden voor de bevordering of de ontwikkeling van sport.	Aankoop van goederen en diensten, subsidies, erelonen, diverse uitgaven betreffende de activiteitenprogramma's die worden georganiseerd ter bevordering of ontwikkeling van sport.
	Dotaties aan de Nationale Loterij.	Aankoop van goederen en diensten, subsidies, erelonen, diverse uitgaven in verband met de werking van de sportcentra van de Franse Gemeenschap en de diensten op het gebied van sport.
	De opbrengst van heffingen op wedstrijden van weddenschappen en voorstellingen op sportuitslagen.	Aankoop van goederen en diensten, subsidies, erelonen, allerlei uitgaven voor de organisatie van allerhande acties ter bevordering van sport en van het imago van het ADEPS.
	Betalingen, inschrijvingsrechten, abonnementsprijzen en alle andere inkomsten uit acties van de Franse Gemeenschap op het gebied van sport.	De kosten voor publicatie, uitgave, ontwerp, produktie en realisatie van alle documenten, studies, audiovisuele of informatica-dragers in verband met sport.
	De opbrengst van alle inkomsten, taksen, heffingen, enz. ingevoerd ten voordele van sport.	
	De opbrengst van akkoorden inzake commerciële sponsoring afgesloten in het kader van specifieke of algemene acties ter bevordering of ontwikkeling van sport.	



Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
18. Sportfonds - Bezoldigingen (A).	Bijdrage uit de inschrijvingsrechten in de sportcentra	Bezoldigingen voor omkadring van sportactiviteiten.
19. Fonds voor culturele acties (B).	Verkoop van publicaties, catalogi, gidsen op cultureel gebied.  Inschrijvingsrechten op cultureel gebied. Creditsaldo van de activa van de ontbonden VZW "Centre d'animation permanente". Culturele subsidies uit de Europese Gemeenschappen of andere internationale instellingen.	Aankoop van goederen en diensten, subsidies, erelonen, investeringen, diverse uitgaven in verband met buitengewone welbepaalde acties en tegemoetkomingen op cultureel gebied.
20. Stichtingen, giften, legaten en prijzen (B)	Storting van renten door particulieren	Aankoop van goederen en diensten, subsidies, erelonen, investeringen, diverse uitgaven in verband met acties op cultureel gebied.

## Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

10. Fonds voor studie-toelagen (wet van 19 juli 1971 en gecoördineerd decreet van 7 november 1983) (B)	Eigen ontvangsten uit geschenken	Toekenning van studietoelagen
11. Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : basisonderwijs (B)	Terughetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's
12. Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : buitengewoon onderwijs (B)	Terughetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's
13. Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : onderwijs voor sociale promotie (B)	Terughetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's
14. Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : secundair onderwijs (B)	Terughetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's
15. Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : NUHO (B)	Terughetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's
16. Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten (B)	Terughetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's
17. Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen (B)	Achterstallige prijzen en terugbetaling van beleggingen op de vervaldatum	Prijzen voor scholen met afzonderlijk beheer, tenlasteneming van de rente van financiële beleggingen en van de kosten voor beheer en wederbelegging
18. Fonds voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven — Onderwijs met beperkt leerplan (C)	Steun van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven — Onderwijs met beperkt leerplan.	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven, ten gunste van het onderwijs met beperkt leerplan, door stijging van het veranderlijk krediet op de O.A. van dat onderwijs

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
19. Fonds voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven — Onderwijs voor sociale promotie (C)	Steun van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven — Onderwijs voor sociale promotie	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven, ten gunste van het onderwijs voor sociale promotie, door stijving van het verandertijk krediet op de O.A. van dat onderwijs
20. Fonds voor opleiding tot wederinschakeling in het beroepsleven — Culturele zaken (C)	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven — Culturele zaken	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven — Culturele zaken
21. Fonds voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven — COCOF (C)	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven — COCOF	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven — COCOF
22. Fonds voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven — Waals Gewest (C)	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven — Waals Gewest	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven — Waals Gewest
23. Interventiefonds van het Europees Sociaal Fonds (B)	Stijving door fonds 17: Bijdrage ESF voor actie- en opleidingsprogramma's en wederinschakeling in het beroepsleven — Onderwijs met beperkt leerplan	Actie- en opleidingsprogramma's en wederinschakeling in het beroepsleven — Onderwijs met beperkt leerplan
24. Interventiefonds van het Europees Sociaal Fonds (B)	Stijving door fonds 18: Bijdrage ESF voor actie- en opleidingsprogramma's en wederinschakeling in het beroepsleven — Onderwijs voor sociale promotie	Actie- en opleidingsprogramma's en wederinschakeling in het beroepsleven — Onderwijs voor sociale promotie
25. Terugbetaling studietoelagen (C)	Terugbetaling toegekende leningen	Toekenning studietoelagen

## Bijlage II

## Concordantietafel

Fondsen van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken vermeld in de afzonderlijke sectie in 1994 en lijst van de basisallocaties of veranderlijke kredieten waardoor elk ervan in 1995 vervangen wordt.

BA	1994	1995
66.25 A	Bezoldigingen van de gesubsidieerde contractuelen die bij het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken werken	OA 31, AP 01, BA 11.06
60.03 A	Fonds bestemd voor de uitbetaling van subsidies voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen buiten hen die toevertrouwd zijn aan overheidsinstellingen voor jeugdbescherming	OA 33, AP 14, BA 33.03, 33.04
66.10 A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector	OA 61, AP 01, BA 11.05
66.14 A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector	OA 71, AP 01, BA 11.08
66.51 C	Sportfonds	OA 73, AP 01, BA 12.33
66.18 A	Sportfonds - Bezoldigingen	OA 73, AP 01, BA 11.05
67.01 B	Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen	OA 61, AP 19, BA 01.02
67.02 B	Diverse inkomsten	OA 61, AP 19, BA 01.01

Fondsen van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming die op de afzonderlijke sectie voorkwamen in 1994 en lijst van de basisallocaties of veranderlijke kredieten waardoor elk ervan in 1995 vervangen werd

BA	1994	1995
60.30 B	Fonds voor studietoelagen (wet 19.7.1971 en gecoördineerd decreet 7.11.1983)	OA 97, AP 10, BA 33.01 en 33.02
66.38 B	Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : basisonderwijs	OA 40, AP 90 BA 11.04
66.39 B	Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : buitengewoon onderwijs	OA 40, AP 90 BA 11.05
66.40 B	Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : onderwijs voor sociale promotie	OA 40, AP 90 BA 11.06
66.41 B	Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : secundair onderwijs	OA 40, AP 90 BA 11.07
66.42 B	Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : NUHO	OA 40, AP 90 BA 11.08
66.43 B	Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten	OA 40, AP 90 BA 11.09
67.02 B	Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen	OA 40, AP 53 BA 01.01

#### Bijlage III

Fondsen die in de afzonderlijke secties van de uitgavenbegroting voor 1994 voorkwamen en die niet meer voorkomen in de afzonderlijke sectie van de algemene uitgavenbegroting voor 1995

#### Ministerie van Cultuur en Sociale zaken

- 60.03.A Fonds bestemd voor de uitbetaling van subsidies voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen buiten hen die toevertrouwd zijn aan overheidsinstellingen voor jeugdbescherming (wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming).
- 66.25.A Bezoldigingen van de gesubsidieerde contractuelen die bij het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken werken.
- 66.10.A Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector cultuur en communicatie).
- 67.01.B Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen.
- 67.02.B Later te verdelen diverse inkomsten van de Gemeenschap
- 66.14.A Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector sport).
- 66.18.A Sportfondsen - Bezoldigingen.
- 66.51.C Sportfondsen.

#### Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

- 60.30 B Fonds voor studietoelagen (wet van 19 juli 1971 en gecoördineerd decreet 7 november 1983)
- 66.38 B Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : basisonderwijs
- 66.39 B Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : buitengewoon onderwijs
- 66.40 B Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : onderwijs voor sociale promotie
- 66.41 B Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : secundair onderwijs
- 66.42 B Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : NUHO
- 66.43 B Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten
- 67.02 B Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen

## Bijlage IV

Veranderlijke kredieten voor de fondsen van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming in de uitgavenbegroting 1994 en lijst van de veranderlijke kredieten die ze in 1995 vervangen.

VK	1994	1995
OA 40, AP 73, VK 01.05	Veranderlijk krediet voor opvoedende projecten voor ingewekenen (Impulsfonds voor het migrantenbeleid - C)	OA 40, AP 52, VK 01.02
OA 40, AP 73, VK 30.01	Veranderlijk krediet voor actie- of opleidingsprogramma's en programma's voor wederinschakeling in het beroepsleven (Fonds voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven C)	OA 40, AP 52, VK 30.01, 30.02, 30.03, 30.04, 30.05
	(Het op 31 december 1994 overgedragen saldo wordt over de nieuwe VK's verdeeld volgens de aard van de betrokken projecten)	
OA 56, AP 51, VK 40.01	Veranderlijk krediet voor actie- en opleidingsprogramma's en programma's voor wederinschakeling in het beroepsleven via het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan (Interventiefonds ESF-B)	OA 52, AP 90, VK 30.01
	(Het op 31 december 1994 overgedragen saldo wordt over de nieuwe VK's verdeeld volgens de aard van de betrokken projecten)	OA 52, AP 90, VK 30.01

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

P. 95 — 575

IC - 27116]

16 JUIN 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi à participer au régime de pension institué par la loi du 28 avril 1958

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1er, modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 1985 et 5 juillet 1990;

Vu le décret du 27 mars 1985 relatif au régime de pension applicable au personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, modifié par le décret du 4 novembre 1993;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique et du Budget;

Vu le protocole n° 133 du Comité de Secteur n° XVI élargi, établi le 27 mai 1994;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 octobre 1992 a donné effet au décret du 27 mars 1985 relatif au régime de pensions applicable au personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne au 1er octobre 1980;

Considérant dès lors que, pour des raisons évidentes de sécurité juridique, il s'impose de prendre sans délai toutes dispositions de nature à garantir aux membres du personnel du FOREm le bénéfice d'un régime de pensions;

Sur la proposition du comité de gestion du FOREm du 13 juillet 1993, du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>** L'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi est autorisé à solliciter sa participation au régime de pension instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1989.